

Vu la loi du 18 septembre 1981 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 3, § 3;

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement — II, notamment l'article 67, § 1^{er};

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 portant délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'avis du Conseil flamand de l'Enseignement, donné le 2 avril 1993,

Arrête :

Article 1^{er}. Les centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel organisés ou subventionnés par la Communauté flamande sont autorisés à occuper des implantations dans des établissements d'enseignement secondaire professionnel à temps plein ou d'enseignement de promotion sociale ou dans des centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, avec lesquels ils collaborent, en application de l'article 67, § 1^{er}, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement — II.

Art. 2. L'autorisation visée à l'article 1^{er} est limitée, d'une part à l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, tel qu'il est déterminé au titre IV, chapitre 1^{er}, section 3, du décret précité du 31 juillet 1990 et, d'autre part, à la durée de la collaboration.

Art. 3. On entend par « implantations » tous les biens immeubles bâtis ou non bâtis, qui sont utilisés totalement ou partiellement à des fins d'enseignement.

Art. 4. Un centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel ne peut jamais collaborer avec un établissement d'enseignement secondaire à temps plein, ni par conséquent y occuper une implantation, si cette collaboration se rapporterait à une ou plusieurs subdivisions structurelles, qui sont également organisées dans l'établissement d'enseignement secondaire à temps plein auquel le centre en question est rattaché.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1993.

Bruelles, le 22 juillet 1993.

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2158

[S-C — 27374]

8 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrat d'insertion de jeunes demandeurs d'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er};

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement, notamment les articles 3 et 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 1993;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 29 juin 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure incitant davantage les employeurs à engager des jeunes demandeurs d'emploi résulte du maintien en inactivité d'un grand nombre de cette catégorie de chômeurs;

Considérant que cette mesure active d'insertion ou de réinsertion professionnelle a également pour objet de compléter les programmes d'action pris dans le cadre du plan d'accompagnement des chômeurs;

Considérant que l'Exécutif régional wallon a réservé des moyens budgétaires afin de financer ces incitants à l'embauche;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o l'employeur : toute personne physique ou morale constituée sous la forme d'une société commerciale et développant des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou de services au sein d'un siège d'activité situé en Région wallonne;

2^o la subvention : la subvention octroyée à l'employeur qui engage un jeune demandeur d'emploi visé par le présent arrêté;

3^o le contrat d'insertion : le contrat de travail conclu entre un employeur et un jeune demandeur d'emploi, régi par la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, en vue de faciliter l'insertion ou la réinsertion de ce dernier sur le marché du travail;

4^o le Ministre : le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;

5^o l'Office : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé le FOREM.

Art. 2. L'employeur qui engage un jeune demandeur d'emploi dans les liens d'un contrat d'insertion peut bénéficier d'une subvention, aux conditions suivantes :

1° se conformer aux dispositions légales et réglementaires régissant l'exercice de son activité ainsi qu'aux législations et réglementations fiscales et sociales;

2° respecter, s'il échet, la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

3° ne pas avoir licencié un ou plusieurs travailleurs afin de les remplacer par un ou plusieurs jeunes demandeurs d'emploi pour lesquels il demande le bénéfice de la subvention.

Art. 3. Ne peuvent bénéficier de la subvention :

1° les personnes morales de droit public;

2° les établissements d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française ou germanophone et les centres psycho-médico-sociaux d'orientation scolaire ou professionnelle;

3° les entreprises du spectacle et les clubs sportifs;

4° les entreprises de travail intérimaire;

5° les employeurs qui occupent uniquement des travailleurs domestiques;

6° les établissements de soins et d'hébergements.

Art. 4. § 1er. Est jeune demandeur d'emploi au sens de l'article 2 tout chômeur complet indemnisé, bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine, qui remplit les conditions suivantes :

1° être âgé au moins de 18 ans et de moins de 30 ans et être inscrit à l'Office comme demandeur d'emploi;

2° être domicilié et résider en Région wallonne;

3° suivre ou avoir suivi le plan d'accompagnement des chômeurs, en exécution de l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement.

§ 2. Pour l'application du présent article, la situation du jeune demandeur d'emploi est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat d'insertion.

Art. 5. Le contrat d'insertion visé à l'article 2 est conclu pour une durée de six mois minimum ou de douze mois maximum, à temps plein ou à temps partiel. Dans ce dernier cas, la durée des prestations doit être égale ou supérieure au tiers de la durée normale de travail à temps plein dans l'entreprise qui l'occupe.

Art. 6. La subvention visée à l'article 2 est de 50 000 francs par trimestre civil complet d'occupation du jeune demandeur d'emploi engagé à temps plein.

Ce montant est porté à 75 000 francs si le jeune demandeur d'emploi n'est pas, au moment de son engagement, titulaire d'un autre diplôme ou certificat que l'un des suivants :

— diplôme de l'enseignement primaire;

— certificat de l'enseignement secondaire inférieur;

— certificat de qualification de 4^e année de l'enseignement secondaire professionnel;

— certificat de l'enseignement général secondaire supérieur.

La subvention peut être accordée pendant un maximum de quatre trimestres consécutifs.

Le premier trimestre pendant lequel elle est accordée est celui qui suit le début de l'exécution du contrat.

En cas d'occupation à temps partiel, le montant de la subvention est réduit au prorata de la durée des prestations.

Art. 7. En cas de suspension de l'exécution du contrat d'insertion engendrant le non paiement de la rémunération du jeune demandeur d'emploi qui a ouvert le droit à la subvention, la liquidation de la subvention est différée.

Par suspension de l'exécution du contrat d'insertion, on entend les circonstances visées au chapitre III de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et n'excédant pas une durée de vingt-quatre mois.

Néanmoins, en cas de remplacement du travailleur dont le contrat est suspendu par un jeune demandeur d'emploi répondant aux conditions visées à l'article 4, la subvention peut être liquidée en fonction des trimestres complets prestés par le remplaçant.

Art. 8. En aucun cas, la subvention ne peut être cumulée avec une autre aide qui serait accordée à charge du budget de la Région wallonne en raison de la même mise au travail.

Art. 9. § 1er. L'octroi de la subvention est subordonné aux conditions suivantes :

— l'effectif de référence, soit le nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale, doit, à la fin de chacun des trois premiers trimestres donnant lieu à une intervention, être supérieur à celui déclaré dans les cadres statistiques et dans les relevés nominatifs de chacun des trois trimestres correspondant de l'année précédant l'engagement d'au moins autant d'unités qu'il y a de subventions accordées;

— en ce qui concerne le dernier trimestre donnant lieu à une intervention, le nombre de travailleurs figurant sur le cadre statistique et sur le relevé nominatif introduit auprès de l'Office national de sécurité sociale à la fin de ce trimestre doit être au moins égal à celui figurant sur le cadre statistique et sur le relevé nominatif de la fin du trimestre au cours duquel l'engagement a eu lieu;

— l'employeur est tenu de communiquer les cadres statistiques et les relevés nominatifs dans un délai de six mois à dater de la fin du trimestre concerné, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention y afférente.

§ 2. L'effectif de référence à prendre en considération pour l'application du § 1er n'inclut, ni les apprentis agréés, ni les stagiaires visés à l'arrêté royal n° 230 du 20 décembre 1983 relatif au stage et l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 10. La demande de subvention est introduite par l'employeur ou son mandataire au plus tard à la fin du trimestre qui suit celui au cours duquel commence l'exécution du contrat d'insertion.

Elle est introduite auprès des services subrégionaux de l'Office et instruite par ceux-ci.

Y sont joints les documents suivants :

1° une situation détaillée de l'évolution de l'emploi dans l'entreprise au cours des trois trimestres précédant le début de l'exécution du contrat de travail;

2° les cadres statistiques et les relevés nominatifs introduits à l'Office national de sécurité sociale relatifs à ces trois trimestres;

3° l'identité, le domicile et la résidence du jeune demandeur d'emploi engagé;

4° une attestation de l'Office indiquant que le jeune demandeur d'emploi répond aux conditions visées à l'article 4;

5° une déclaration de l'employeur affirmant qu'il est soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et qu'il n'est pas un des employeurs visés à l'article 3;

6° une copie du contrat d'insertion conclu avec le jeune demandeur d'emploi engagé.

Art. 11. Le Ministre notifie sa décision à l'employeur.

La subvention est accordée dans les limites des crédits budgétaires disponibles pour l'année en cours au moment de l'introduction de la demande.

Art. 12. La liquidation de la subvention est effectuée par l'Office à l'expiration de chaque trimestre civil sur production du cadre statistique et du relevé nominatif du trimestre correspondant introduit à l'Office national de sécurité sociale.

Art. 13. Est tenu de restituer la subvention :

1° l'employeur qui a bénéficié d'une subvention en violation du présent arrêté;

2° l'employeur qui se place dans une des situations visées à l'article 2, entre le moment de l'introduction de la demande et la fin de la période prévue dans la décision d'octroi de la subvention prolongée, s'il échet, des périodes de suspension visées à l'article 7, alinéa 2.

L'action en restitution des subventions se prescrit par trois ans à dater du paiement. Ce délai est porté à cinq ans lorsque le paiement indu résulte de fraude, de vol ou de manœuvres frauduleuses du demandeur.

Art. 14. Le Ministre désigne les fonctionnaires chargés du contrôle et de la surveillance du présent arrêté.

Art. 15. L'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle et à l'octroi des subventions s'applique aux subventions visées au présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur Belge*.

Namur, le 8 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 -- 2158

[S-C -- 27374]

8. JULI 1993. -- Erlaß der Wallonischen Regierung über den Eingliederungsvertrag junger Arbeitsuchender

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6 § 1 IX 2°;

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Schaffung des « Office régional de l'Emploi » (Regionalamtes für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 23 § 1;

Aufgrund des Zusammenarbeitabkommens vom 22. September 1992 zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen über den Betreuungsplan, insbesondere der Artikel 3 und 6;

Aufgrund des am 4. Juni 1993 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Juni 1993 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Gutachtens des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß viele junge Arbeitsuchende unbeschäftigt bleiben und daß infolge dessen Maßnahme getroffen werden sollen, um die Arbeitgeber zur Einstellung dieser Kategorie von Arbeitsuchenden mehr anzureizen;

In der Erwägung, daß diese aktive Maßnahme zur beruflichen Eingliederung bzw. Wiedereingliederung ebenfalls bezweckt, die im Rahmen des Betreuungsplanes der Arbeitsuchenden aufgestellten Aktionsprogramme zu ergänzen;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regionalexekutive Haushaltsmittel zur Finanzierung dieser Anreizmaßnahmen vorbehalten hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Arbeitgeber : jede natürliche oder juristische Person, die die Form einer kaufmännischen Gesellschaft hat und die industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche Tätigkeiten oder Dienstleistungen am in der Wallonischen Region gelegenen Standort des Betriebs entwickelt;

2° Zuschuß : den Zuschuß, der dem Arbeitgeber, der einen im vorliegenden Erlaß erwähnten Arbeitsuchenden einstellt, gewährt wird;

3° Eingliederungsvertrag : den Arbeitsvertrag, der zwischen einem Arbeitgeber und einem jungen Arbeitsuchenden geschlossen wird und durch das Gesetz vom 3. Juli 1978 über Arbeitsverträge geregelt wird, um die Eingliederung bzw. Wiedereingliederung des letzteren auf den Arbeitsmarkt zu fördern;

4° Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
 5° das Amt : das « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), abgekürzt FOREM.

Art. 2. Dem Arbeitgeber, der einen jungen Arbeitsuchenden unter einem Eingliederungsvertrag einstellt, kann unter folgenden Bedingungen ein Zuschuß gewährt werden :

1° er soll die gesetzlichen und verordnenden Bestimmungen zur Regelung seiner Tätigkeit sowie die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Verordnungen einhalten;

2° er soll ggf. das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresabrechnungen der Betriebe einhalten;

3° er soll keinen bzw. keine Arbeitnehmer entlassen haben, um sie durch einen bzw. mehrere Arbeitsuchende, für die er den Genuß des Zuschusses beantragt, zu ersetzen.

Art. 3. Folgende Personen dürfen keinen Zuschuß erhalten :

1° die juristischen Personen des öffentlichen Rechtes;

2° die von der Französischen bzw. Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten, anerkannten oder bezuschußten Lehranstalten sowie die psychomedizinisch-sozialen Zentren für Schüler- und Berufsberatung;

3° die Unternehmen des Schaugeschäfts und die Sportvereine;

4° die Zeitarbeitunternehmen;

5° die Arbeitgeber, die nur Hausangestellte beschäftigen;

6° die Pflege- und Beherbergungsanstalten.

Art. 4. § 1. Junger Arbeitsuchender im Sinne von Artikel 2 ist, wer Vollarbeitloser ist, Arbeitslosen- oder Wartegeld für jeden Tag der Woche bezieht und die folgenden Bedingungen erfüllt :

1° mindestens 18 und weniger als 30 Jahre alt und beim Amt als Arbeitsuchender eingetragen sein;

2° seinen Wohnsitz und seinen Aufenthalt in der Wallonischen Region haben;

3° dem Betreuungsplan der Arbeitsuchenden in Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. September 1992 zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen über den Betreuungsplan folgen bzw. gefolgt sein.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird der Zustand des jungen Arbeitsuchenden am Tag vor dem Ausführungsanfang des Eingliederungsvertrages beurteilt.

Art. 5. Der in Artikel 2 erwähnte Eingliederungsvertrag wird auf mindestens sechs Monate oder höchstens zwölf Monate für eine Vollzeit- oder eine Teilzeitbeschäftigung abgeschlossen. Bei einer Teilzeitbeschäftigung soll die Dauer der Leistungen mindestens ein Drittel der normalen Vollzeitarbeitsdauer im Unternehmen, das ihn beschäftigt, betragen.

Art. 6. Der in Artikel 2 erwähnte Zuschuß beträgt 50 000 BEF pro volles Kalenderquartal, in dem der vollzeitig eingestellte junge Arbeitsuchende beschäftigt wird.

Dieser Betrag wird auf 75 000 BEF erhöht, wenn der junge Arbeitsuchende bei seiner Einstellung kein anderes Diplom bzw. Zeugnis als eines der folgenden hat :

— Diploms des primären Unterrichts;

— Studienabschlußzeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts;

— Fähigkeitszeugnis des 4. Jahres des sekundären Berufsunterrichts;

— Studienabschlußzeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts.

Der Zuschuß kann für höchstens vier aufeinanderfolgende Quartale gewährt werden.

Er wird zum ersten Mal im Quartal, das dem Anfang der Vertragsausführung folgt, gewährt.

Bei einer Teilzeitbeschäftigung wird der Zuschußbetrag entsprechend der Leistungsdauer reduziert.

Art. 7. Im Falle einer Aufhebung der Eingliederungsvertragsausführung, infolge deren der junge Arbeitsuchende, für den ein Zuschuß gewährt werden kann, nicht entlohnt wird, wird die Auszahlung des Zuschusses verschoben.

Unter Aufhebung der Eingliederungsvertragsausführung versteht man die in Kapitel III des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge erwähnten Umstände, deren Dauer vierundzwanzig Monate nicht überschreitet.

Im Falle einer Ersetzung des Arbeitnehmers, dessen Vertrag von einem die in Artikel 4 erwähnten Bedingungen erfüllenden jungen Arbeitsuchenden aufgehoben wird, kann der Zuschuß jedoch im Verhältnis mit den vollen von dem Nachfolger geleisteten Quartalen ausgezahlt werden.

Art. 8. Der Zuschuß darf keinesfalls gleichzeitig mit einer anderen Beihilfe, die zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region für dieselbe Einstellung bezogen wird, gewährt werden.

Art. 9. § 1. Die Gewährung des Zuschusses ist an folgende Bedingungen gebunden :

— am Ende eines jeden der ersten drei Quartale, die Anlaß zur Gewährung einer Beihilfe geben, muß der Bezugspersonalbestand, d.h. die Anzahl der dem « Office national de sécurité sociale » (Landesamt für soziale Sicherheit) gemeldeten Arbeitnehmer, im Verhältnis zu dem Bestand, der in den statistischen Stellenplänen und in den namentlichen Aufstellungen der drei entsprechenden Quartale des Jahres vor der Einstellung eingetragen ist, um mindestens so viele Einheiten höher liegen, wie Zuschüsse gewährt worden sind;

— für das letzte Quartal, das Anlaß zur Gewährung einer Beihilfe gibt, muß die Anzahl der Arbeitnehmer, die im statistischen Stellenplan und in der am Ende dieses Quartals beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellung gemeldet sind, mindestens der Zahl entsprechen, die im statistischen Stellenplan und in der namentlichen Aufstellung vom Ende des Quartals, in dem die Einstellung erfolgt ist, gemeldet worden ist;

— der Arbeitgeber ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten nach Ende des betreffenden Quartals die statistischen Stellenpläne und die namentlichen Aufstellungen bekanntzugeben, ansonsten verliert er das Recht auf den damit verbundenen Zuschuß.

§ 2. Im Bezugspersonalbestand, der für die Anwendung von § 1 zu berücksichtigen ist, werden weder die anerkannten Lehrlinge noch die Praktikanten, die im Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 20. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Insertion der Jugendlichen erwähnt werden, eingeschlossen.

Art. 10. Der Antrag auf Gewährung eines Zuschusses wird vom Arbeitgeber bzw. dessen Beauftragtem spätestens am Ende des Quartals nach demjenigen, in dem die Eingliederungsvertragserfüllung beginnt, eingereicht.

Er wird bei den subregionalen Dienststellen des « Office » eingereicht und von diesem bearbeitet.

Folgende Unterlagen sind dem Antrag beizufügen :

- 1° eine ausführliche Beschreibung der Entwicklung der Beschäftigung innerhalb des Unternehmens im Laufe der drei Quartale vor Beginn der Vertragserfüllung;
- 2° die statistischen Stellenpläne und die beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellungen betreffend diese drei Quartale;
- 3° die Identität, der Wohnsitz und der Aufenthalt des eingestellten jungen Arbeitssuchenden;
- 4° eine Bescheinigung des « Office », die angibt, daß der eingestellte junge Arbeitssuchende den in Artikel 4 erwähnten Bedingungen genügt;
- 5° eine Erklärung des Arbeitgebers zur Bestätigung, daß er dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer unterliegt und daß er nicht zu den in Artikel 3 erwähnten Arbeitgebern gehört;
- 6° eine Kopie des mit dem eingestellten jungen Arbeitssuchenden abgeschlossenen Eingliederungsvertrags.

Art. 11. Der Minister stellt dem Arbeitgeber seinen Beschluß zu.

Der Zuschuß wird im Rahmen der Haushaltsmittel, die für das zum Zeitpunkt der Antragstellung laufende Jahr zur Verfügung stehen, gewährt.

Art. 12. Die Auszahlung des Zuschusses wird vom « Office » bei Ablauf jedes Kalenderquartals gegen Vorlage des statistischen Stellenplans und der beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellung vom entsprechenden Quartal vorgenommen.

Art. 13. Der Arbeitgeber ist zur Rückzahlung des Zuschusses verpflichtet :

- 1° wenn er einen Zuschuß in Übertretung des vorliegenden Erlasses erhalten hat;
- 2° wenn er sich in die in Artikel 2 erwähnten Situationen versetzt, und zwar zwischen dem Zeitpunkt der Antragstellung und dem Ende des Zeitraums, der im Beschluß zur Gewährung des ggf. um die in Artikel 9 Absatz 2 erwähnten Zeiträume verlängerten Zuschusses vorgesehen ist.

Die Klage auf Rückerstattung der Zuschüsse verjährt in drei Jahren ab dem Tag der Zahlung. Diese Frist wird auf fünf Jahren erhöht, wenn die unbegründete Zahlung die Folge eines Betrugs, eines Diebstahls oder betrügerischer Handlungen des Antragstellers ist.

Art. 14. Der Minister bezeichnet die Beamten, die mit der Kontrolle und der Aufsicht des vorliegenden Erlasses beauftragt werden.

Art. 15. Der Königliche Erlaß Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Gewährung der Zuschüsse findet Anwendung auf die im vorliegenden Erlaß erwähnten Zuschüsse.

Art. 16. Vorliegender Erlaß tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Namur, den 8. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2158

[S-C — 27374]

8 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het inschakelingscontract van jonge werkzoekenden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, 2°;

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 18 december 1988 houdende oprichting van de gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 23, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 22 september 1992 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan, inzonderheid op artikelen 3 en 6;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 1993;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) (FOREM), gegeven op 29 juni 1993;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak onverwijld een maatregel te treffen om de werkgevers aan te sporen jonge werkzoekenden in dienst te nemen voortkomt uit het behouden in niet-activiteit van een groot aantal van deze categorie van werklozen;

Overwegende dat deze actieve maatregel tot beroepsinschakeling of -wederinschakeling tevens als doel heeft de actieprogramma's aan te vullen, die ondernomen zijn in het raam van het begeleidingsplan van werklozen;

Overwegende dat de Waalse Gewestexecutieve begrotingsmiddelen vastgelegd heeft om deze aanmoedigingen tot indienstneming te financieren;